

L'ENTREPRISE A VU SON RETARD EFFACÉ ET LES DÉLAIS DE RÉALISATION PROROGÉS

Ghoul plie devant les Japonais de Cojaal

L'Agence nationale des autoroutes (ANA) a accordé au consortium japonais Cojaal, en charge de la réalisation du lot Est de l'autoroute Est-Ouest, un premier avenant qui prolonge le délai de réalisation de 18 mois. L'avenant, qui amène la date d'achèvement des travaux au mois de mai 2012, est en cours d'approbation au niveau de la Commission nationale des marchés.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)
- Donc pas de rupture de contrat avec Cojaal comme l'a brandie le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, à plusieurs reprises, lors de sorties médiatiques.

En effet, la durée du contrat initial était de quarante mois à compter de la date de signature par l'Agence nationale des autoroutes de l'ordre de service de commencement des travaux, le 18 septembre 2006, et Cojaal devait, théoriquement, livrer la totalité de l'ouvrage fin janvier 2011.

«Nous étions très compréhensifs avec lui. Il a bénéficié de facilités assez importantes comme le paiement à des prix symboliques de l'énergie et de l'eau, l'expropriation rapide, des mesures de facilitation douanières et même d'une avance de 80 milliards de

dinars qu'il n'a toujours pas restituée. Alors qu'il respecte ses engagements et termine les travaux dans les délais. Nous avons même accepté un échancier pour juguler les lenteurs, mais sur le terrain, les moyens engagés sont loin de permettre d'être dans les délais. Nous l'avons mis en demeure de respecter les engagements contenus dans le contrat et aucune largesse ne sera plus permise», a-t-il asséné. C'était au mois de mars 2011, en marge de la réunion des cadres du secteur des travaux publics.

Les médias l'avaient alors interpellé au sujet de factures d'un montant de 1,2 milliard de dollars réclamées par le consortium japonais que l'Agence nationale des autoroutes n'aurait pas payées.

Deux mois plus tard, lors d'une



Amar Ghoul, ministre des Travaux publics.

virée à Annaba cette fois-ci, le ministre modère ses paroles, affirmant plutôt son «satisfecit de la cadence des travaux».

Et tout en annonçant la livraison du tronçon restant — un tronçon d'environ 125 km allant de Skikda aux frontières avec la Tunisie et où les entreprises de

réalisation éprouvent des difficultés techniques liées à la nature géologique de la région —, pour «au plus tard le mois de juin prochain», il a instruit ses collaborateurs locaux, ceux de l'Agence nationale des autoroutes notamment, de redoubler d'efforts de coordination avec les Japonais de

Cojaal pour «mener le projet à terme». Tout est plutôt rentré dans l'ordre et les deux parties ont trouvé une issue à ce retard cumulé dans l'exécution des travaux. Cojaal a ainsi bénéficié, par la suite, d'une régularisation de 300 jours de retard «due à des intempéries».

L'attestation du maître de l'ouvrage, délivrée le 21 septembre 2011 pour les opérations d'importations temporaires et d'importations définitives, un document signé par Ziani Mohamed, DG par intérim de l'Agence nationale des autoroutes, certifiant que le consortium est toujours le titulaire du marché portant réalisation des travaux du lot Est de l'autoroute Est-Ouest, précise que «l'avenant n°1 à la convention contrat programme, qui prolonge le délai de réalisation de 18 mois, est en cours d'approbation au niveau de la Commission nationale des marchés travaux, et une régularisation de délai de 300,8 jours due à des intempéries amènent ainsi la date d'achèvement des travaux au mois de mai 2012».

L. H.

AVEC 75 MILLIARDS DE DOLLARS DANS LE FONDS DE RÉGULATION

L'Algérie dispose d'une couverture pendant trois ans

La sécurité financière du pays est garantie pendant trois ans au moins, les 75 milliards de dollars dont dispose le Fonds de régulation des recettes (FRR) pouvant couvrir d'éventuels déficits budgétaires.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Il n'y a pas d'opacité dans la gestion du Fonds de régulation des recettes.» C'est ce que le directeur des prévisions et politiques au ministère des Finances, Sidi Mhamed Ferhane, a affirmé hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, dont il était l'invité de la rédaction.

Selon ce responsable, il est possible de suivre le cheminement depuis 2000 et jusqu'en 2010 de ce fonds qui est placé au niveau du ministère des Finances et absorbe la différence entre les recettes de la fiscalité pétrolière

réelle et celles fixées dans le budget, à 37 dollars le baril. En ce sens, M. Ferhane a indiqué que l'encours du FRR devrait atteindre entre 5 000 et 5 500 milliards de dinars (l'équivalent de 75 milliards de dollars), à la fin de l'année.

Ce qui signifie, relève-t-il, se basant sur des évaluations faites au ministère des Finances, la possibilité de couvrir d'éventuels déficits budgétaires pendant au moins deux ans et demi à trois ans.

Et d'autant, estime le directeur des prévisions, que la crise économique et financière internationale «ne peut pas durer long-

temps». «Ce n'est bon pour personne. Ni pour les pays émergents ni pour les pays développés», dira l'invité de la radio. Et dans la mesure où la loi de finances pour 2012, signée hier par le président de la République, table sur un prix «raisonnable» du pétrole de 90 dollars en 2012. Et cela même si cette même loi a prévu un déficit budgétaire de l'ordre de 25% de la richesse nationale.

Le directeur des prévisions s'est montré également rassurant sur la solidité de la position financière externe, arguant d'un niveau des réserves de change officielles estimé, à la fin 2011, à 188,8 milliards de dollars. Un montant à même de couvrir pendant quatre ans les importations de biens et services.

Et d'autant que ces importations devraient atteindre 45 à 46 milliards de dollars à la fin 2011, selon Sidi Mhamed Ferhane qui explique cette envolée, spécifique selon lui pour l'année en cours, par l'amélioration des revenus (augmentations des salaires et rappels).

L'amélioration des revenus booste les importations

«La demande interne s'est orientée vers l'importation», notamment de céréales et de véhicules, constate ce responsable, acquis, semble-t-il, à l'idée que plus les Algériens sont mieux payés, plus ils consomment.

Dans ce contexte, l'on relève que les rémunérations ont occasionné une hausse de 10% des dépenses de fonctionnement, fixée dans la loi de finances pour 2012 à 4 608,3 milliards de dinars dont 2 850 milliards de dinars pour

les salaires du personnel et plus de 1 300 milliards de dinars pour les transferts sociaux.

Et cela même si les dépenses d'équipement (2 820,4 milliards) enregistrent une baisse de 29%, occasionnant une baisse de 10% des dépenses globales, prévues à 7 428, 7 milliards de dinars, soit plus de 100 milliards de dollars.

Sans omettre les 200 milliards de dinars que la loi de finances pour 2012 consacre pour les subventions des produits alimentaires de base. Néanmoins, cette loi prévoit des recettes de l'ordre de 3

455,6 milliards de dinars, soit un déficit budgétaire de 25,4% du produit intérieur brut.

L'occasion pour le représentant du ministère des Finances d'affirmer que les pouvoirs publics sont «conscients» du challenge de booster l'économie hors hydrocarbures.

Et de mettre en exergue les différentes mesures de soutien aux PME et micro-entreprises contenues dans cette loi, les différentes stratégies sectorielles de relance...

C. B.

Loi de finances 2012

- Prix de référence fiscale : 37 dollars le baril de pétrole.
- Prix du marché : 90 dollars le baril.
- Taux de change : 74 dinars pour un dollar.
- Croissance économique : 4,7% du PIB.
- Inflation : 4%
- Dépenses globales : 7 428 milliards de dinars (dont 4 608,3 milliards de dinars de dépenses de fonctionnement et 2 820,4 milliards de dépenses d'équipement).
- Recettes : 3 455,65 milliards de dinars (dont 1 561,58 milliards de dinars de fiscalité pétrolière et 1 894,05 milliards de dinars de fiscalité ordinaire).
- Déficit budgétaire : 25,4% du PIB.

Quelques dispositions fiscales et socioéconomiques

- Suppression de la taxe sur le blé dur importé.
- Baisse du taux d'impôt forfaitaire unique (IFU) de 12% à 5% (pour la boulangerie).
- Exemption des laits infantiles médicaux spéciaux de la TVA et réduction des droits de douanes de 30 à 5%.
- Augmentation de 2 à 3% de la quote-part du produit de la fiscalité pétrolière pour alimenter le Fonds national des réserves des retraites (FNRR).
- Exonération de la TAP (taxe sur l'activité professionnelle) pour les promoteurs d'activité ou projets éligibles à l'aide du Fonds national de soutien aux micro-crédits.
- Interdiction de l'importation des vêtements usagés (friperie).
- Incapacité, pendant cinq ans, des logements sociaux participatifs (LSP).

PERCEPTION DU CLIMAT D'AFFAIRES EN ALGÉRIE

La Banque mondiale devrait consulter l'administration d'abord

La Banque mondiale devrait consulter l'administration d'abord, avant d'élaborer son classement de l'Algérie par rapport au climat d'affaires. Selon le directeur des prévisions et des politiques au ministère des Finances, la partie algérienne a «tout le temps demandé aux experts de la Banque mondiale de ne pas s'adresser uniquement aux consultants privés». Certes, la Banque mondiale est libre de «venir discuter avec les consultants privés», assure Sidi Mhamed Ferhane.

Néanmoins, cette institution devrait plutôt «consulter l'administration pour éclaircir certaines choses», dira ce responsable, évoquant «un problème de communication». Et d'autant, relevait-il auparavant, que les classements internationaux méconnaissent le fait que «l'Algérie a la plus basse pression fiscale au niveau du Bassin méditerranéen, par rapport à la France, l'Italie et autres pays limitrophes».

C. B.